

GRAND DEBAT NATIONAL – TRANSITION ECOLOGIQUE

Mardi 2 avril 2019 – 16 heures

Bruno MILLIENNE

Mes chers collègues, nous commençons aujourd'hui une étape fondamentale du Grand débat qui se termine ces jours-ci : restituer la parole des Français, celle que nous avons entendue tout au long de ces semaines.

Parce que c'est notre devoir aujourd'hui, que nous soyons d'accord ou non avec ce que les Français nous ont dit, nous nous devons de restituer ici, avec fidélité et transparence, dans cette enceinte, les demandes, les attentes, les colères quelquefois qui se sont exprimées ; les propositions aussi.

Parce que notre premier devoir est d'entendre. Et de comprendre. Parce que plus d'un million et demi de Français se sont exprimés.

Nous nous devons aussi d'entendre tous ceux qui n'ont pas pu, pas voulu participer. Pour ne citer qu'eux, je veux parler de ceux de nos concitoyens qui habitent dans les banlieues, ceux aussi qui sont trop faibles ou bien encore les jeunes, qui ont assez peu, trop peu, participé à ces moments collectifs.

Mais heureusement les jeunes, en cette fin de Grand débat, nous ont rappelé à nos devoirs parce qu'ils descendent aujourd'hui dans la rue pour nous dire leurs angoisses face au dérèglement climatique, face à la perte de la biodiversité, face aux diverses formes de pollutions.angoisses face auxquelles ils aspirent à vivre demain dans un monde où leurs chances seront identiques à celles qui auront été les nôtres.

Ils nous rappellent à nos devoirs mais aussi à l'impéritie du pouvoir depuis trente ans.

Qu'avons-nous entendu pendant ces trois mois de débats sur la transition écologique ? Cela peut se résumer simplement : l'impréparation de nos territoires, urbains, péri-urbains et ruraux, aux enjeux de la transition écologique. Car la lutte contre le réchauffement climatique remet en cause les leviers traditionnels qui ont favorisé la croissance économique de la France, en particulier la consommation des énergies fossiles.

Elle nous oblige à repenser en profondeur notre modèle économique et social : nous devons désormais mettre en place de nouvelles façons de produire, de consommer, de se loger, de se déplacer.

Mais ce que nous voyons aujourd'hui avec la crise sociale que nous traversons, ce sont tous les éléments que nous n'avons pas pris en compte dans la transition écologique. Je veux parler :

- de l'évolution des modes de vie, avec, entre autres, l'explosion des familles monoparentales ;
- de la pression démographique avec des bassins de vie de plus en plus denses ou, à l'inverse, le dépeuplement des zones rurales ;
- aussi de l'urgence écologique avec le réchauffement climatique.

Les évolutions de la société, lesquelles ont été largement négligées par les gouvernements précédents, sont à l'origine de déséquilibres très forts dans les territoires. Ainsi en est-il, nous semble-t-il, de la grande souffrance vécue par nos concitoyens en raison du décalage entre leurs attentes et la mise en œuvre de politiques publiques inadaptées à leurs réalités.

Et pourtant il est bien évident que les objectifs de l'Accord de Paris ne peuvent être appliqués de façon uniforme partout. Les caractéristiques géographiques, démographiques, économiques et sociales des territoires diffèrent et il serait illusoire d'imaginer que les objectifs décidés à Paris ou dans n'importe quelle autre grande capitale puissent se décliner de façon fluide et sereine dans les métropoles, les villes rurales, les territoires d'Outre-mer ou ceux de montagne.

Il est primordial de comprendre aussi que les objectifs des uns puissent ne pas être ceux des autres : nous ne pouvons demander les mêmes efforts aux territoires ruraux qu'aux métropoles ou aux villes. Aussi nous devons nous poser la question : ne faut-il pas que les objectifs du Plan Climat en termes de mobilités propres, de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'économie circulaire, soient plus élevés dans les villes que dans les campagnes ?

Au groupe MoDem et apparentés, nous pensons que la transition écologique doit être appréhendée à travers le prisme de la solidarité. Les distances, les services, les prix : tout semble opposer urbain et rural. Cette solidarité villes-campagnes que nous voulons défendre a pour but d'actionner les leviers de la réconciliation sociale et territoriale. Cette solidarité doit devenir un vecteur de justice territoriale. Nous souhaitons favoriser une solidarité villes-campagnes au profit des Français et de l'environnement.

Cette solidarité villes-campagnes ne doit pas pour autant faire oublier que TOUS les territoires sont concernés par l'urgence écologique. J'irai même plus loin en affirmant que l'inégalité sociale est directement corrélée à l'inégalité écologique : les plus modestes étant les Français les plus éloignés des services de transport public, ceux qui se logent dans des passoires thermiques. D'un autre côté, les territoires urbains souffrent, quant à eux, d'une pollution de l'air particulièrement importante, responsable de près de 50 000 décès prématurés par an. Ce sont ceux pour qui peut-être aussi l'accès à une alimentation saine et durable est plus compliquée. On le voit, tous les territoires, qu'ils soient urbains ou ruraux, les grandes villes et leurs quartiers, sont concernés par l'impérieuse nécessité d'agir pour la transition écologique et énergétique.

De ces différences territoriales, de ces différences de modes de vie et de ces évolutions de la société, il faut recréer du commun. Un commun qui nous permette de répondre à la demande des Français en termes de pouvoir d'achat et, dans le même temps, à l'impératif écologique. Et c'est possible ! Car ces deux enjeux sont intimement liés !

Prenons un seul exemple, celui qui concerne tous les foyers français : le logement. Il est un besoin essentiel pour chaque ménage, qui y consacre en moyenne 27% de son budget, ce qui en fait le premier poste de dépenses par ménage.

Les choix qui ont été faits depuis des décennies ont aujourd'hui des conséquences désastreuses qui se retrouvent dans la crise sociale que nous connaissons :

- l'étalement des périphéries ;
- l'allongement des déplacements ;
- l'artificialisation des sols ;
- la hausse inexorable des émissions de gaz à effet de serre.

Ne faut-il pas ouvrir une nouvelle page politique, celle du « ménagement » du territoire ?

Nous avons envahi plus de territoires en 70 ans que depuis 5 000 ans. L'étalement urbain relève de NOTRE responsabilité. Le prix excessif d'accès aux logements en zones urbaines et péri-urbaines a poussé à rechercher des logements en zones rurales (pour des raisons d'économies) rallongeant, ainsi, les déplacements.

En construisant plus et en densifiant le cœur de nos agglomérations, en accompagnant la rénovation énergétique de nos logements, on tente déjà de défaire ce lien direct entre précarité sociale et dépendance énergétique, entre précarité sociale et précarité énergétique.

Vous le voyez à travers ces exemples de l'urbanisme ou du logement, augmenter le pouvoir d'achat et soutenir la transition écologique vont de pair, mes chers collègues !

Deuxième exemple, après le logement : l'alimentation. Le consommateur qui s'oriente vers des produits de grande consommation délaisse la viande, les fruits et les légumes. À cette spirale calamiteuse vient s'ajouter une menace immense pour la santé publique face à des produits contenant toujours plus de sucre, de matières grasses et d'additifs. La culture du prix bas forgée par la grande distribution est ainsi totalement malsaine et dangereuse : elle oriente les plus modestes vers la malbouffe. Les plus modestes sont ainsi les plus mal-nourris. C'est la raison pour laquelle nous soutenons les circuits courts, le regroupement des agriculteurs, la transition vers une agriculture respectueuse de l'environnement à la portée de tous. Dans l'évaluation que nous ferons de la loi EGAlim, nous devons ainsi prendre en compte tous ces enjeux afin de permettre une meilleure alimentation pour tous, équilibrée et à partir de denrées locales, au bénéfice des agriculteurs et donc des territoires.

Et les déplacements ? A l'origine du mouvement des gilets jaunes c'est d'abord et surtout le manque de transports en zones rurales et péri-urbaines. Nous sommes à un tournant dans nos modes de déplacement : l'arrêt inévitable de l'utilisation des carburants polluants que sont l'essence et le diesel. Les territoires les plus éloignés des centres-villes, où l'offre de transports vient à manquer, sont directement impactés.

Pourtant des solutions s'offrent à nous. Au groupe MoDem et apparentés, nous soutenons un mix énergétique intelligent permettant, selon les territoires, d'utiliser des modes de transport propres. L'objectif n'est pas de passer d'une dépendance à l'essence à une dépendance à l'électrique. Les débats à venir sur la LOM seront donc pour nous l'occasion de réfléchir à comment permettre la liberté des mouvements très différents en zones rurales et urbaines. Les carburants utilisant des gaz naturels pourront ainsi être utilisés pour des trajets longue distance tandis que l'électrique sera majoritairement utilisé dans les territoires urbains et ruraux.

Ces carburants alternatifs sont issus de filières françaises en plein essor, je pense notamment à la méthanisation avec le bio-GNV. Ces filières sont en plein boom avec des créations d'emplois à la clef. On le voit, notre pays est prêt pour le développement des filières vertes.

A travers toutes les réunions auxquelles nous avons participé dans nos circonscriptions, 16 pour ma part aux côtés de nos maires, nous avons compris une chose : nos concitoyens sont conscients de la dégradation de notre écosystème et de la nécessité de protéger notre planète. Ils sont prêts, chacun, à faire les petits efforts du quotidien pour contribuer au changement des comportements, des mentalités. Ils attendent, en revanche, des actes forts de notre part. Et c'est là où nous devons vraiment les entendre, les Français attendent un accompagnement plus fort et plus individualisé dans la transition vers une société décarbonée. Tout l'enjeu est de comprendre, et de faire comprendre à nos concitoyens que les deux enjeux sont liés : la transition énergétique peut être un remède à l'inégalité sociale.

L'objectif que nous devons nous fixer est simple : améliorer le quotidien de tous les Français tout en protégeant notre planète. Pour cela, nous devons urgemment passer d'une écologie punitive, incantatoire et symbolique à une écologie concrète, active, protectrice et accompagnée.

Ménager les territoires, réduire les émissions de gaz à effet de serre en luttant contre les passoires thermiques, améliorer notre alimentation en aidant nos agriculteurs, soutenir notre industrie en développant des mobilités propres, c'est ce vers quoi nous devons nous tourner.

S'engager dans une transition écologique accompagnée, réfléchie avec les territoires, c'est réussir à protéger notre planète tout en augmentant le pouvoir d'achat. En somme, ce que nous demandent les Français depuis novembre, et probablement depuis bien plus longtemps.

Le constat est donc posé, les demandes et revendications identifiées. Débattons-en, d'abord ; proposons, ensuite ; agissons, enfin. C'est, mes chers collègues, ce qui est attendu de nous, du Parlement.

Justine BENIN

Le débat de ce jour est inédit. Cela doit être noté. Il s'inscrit dans une démarche de reconstruction du lien politique et de modernisation de notre démocratie. Il exige du réalisme pour prendre en compte les mutations de notre société et il exige du courage politique. Ce courage doit nous conduire à abandonner nos zones de confort et à rénover, imaginer, réinventer.

Le Grand Débat national, voulu par le Président de la République, a permis de restaurer le dialogue. C'est la première pierre pour réconcilier ces deux France aujourd'hui fracturées. Un exercice démocratique inédit pour redonner la parole à tous les Français.

L'outre-mer est restée en dehors de cette mobilisation sociale. Les tentatives de mobilisation n'ont pas été couronnées de succès, exception faite de la Réunion. En Guadeloupe, les quelques initiatives ont vite tourné court.

Et pourtant, les problèmes sont bien là, et certainement plus importants qu'en France hexagonale.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes.

- Un chômage structurel qui dépasse les 20% ;
- Des prix à la consommation plus chers ;
- Des collectivités exsangues financièrement ;
- Un défi démographique, avec le vieillissement de notre population et l'exode de notre jeunesse...

En Guadeloupe, on s'inquiète d'un système de santé à la dérive depuis l'incendie du CHU en novembre 2018. Et on s'alarme de l'incapacité à gérer les échouages massifs d'algues sargasses. Et je ne parle pas de nos sols et de nos eaux contaminées par le chlordécone pour les siècles à venir...

Alors oui, les difficultés sont bien là en Guadeloupe et ailleurs dans les outre-mer, Nous les connaissons.

Mais ce qu'il faut comprendre, c'est que l'alerte avait été déjà donnée en 2009 en Guadeloupe et en Martinique, avec une mobilisation sociale sans précédent.

La signature d'accords avait soulevé une vague d'espoir et devait se traduire en politiques publiques de rattrapage.

Mais où en sommes-nous 10 ans après ?

La confiance qui doit présider à toute bonne gouvernance est-elle au rendez-vous ? J'insiste sur ce point. La question principale est celle de la confiance. C'est cette question qui conditionne tout le reste.

Il faut s'interroger :

Comment faire participer les populations d'outre-mer à l'écriture des pages de leur destin ? La logique de rattrapage dans laquelle nous nous sommes enfermés n'a-t-elle pas atteint ses limites ?

La Guadeloupe est un territoire que je connais bien. Un territoire que j'ai dans mon cœur. Un territoire que j'ai dans ma chair. Pour reprendre la formule d'un poète créole « Mwen sé on timoun enkyèt adan on lilet enkyèt », autrement dit : « je suis une enfant inquiète d'une île inquiète ».

Car à toutes les questions sociales et économiques, s'ajoutent les risques environnementaux.

Les cyclones, les tempêtes, mais aussi la pollution des algues sargasses... sont le lot commun à toutes les îles de la Caraïbe. Et d'année en année, ce sont nos populations qui souffrent de ces événements, de moins en moins exceptionnels. Et c'est sans parler de la montée des eaux, qui menace la biodiversité de nos territoires ...

Alors oui, chers collègues, Mesdames et Messieurs les ministres, nous avons tous conscience de l'effort écologique qui doit être collectif. Nous sommes à un moment de notre histoire où nous ne pouvons plus rester immobiles sur ces questions.

Mais l'urgence écologique n'est pas un combat que nous pourrions mener sans repenser les solidarités sociales et territoriales. Outre-mer, zones rurales, banlieues, quartiers prioritaires, dans ces territoires les plus fragiles, plus personne ne réfute l'exigence d'agir pour l'environnement.

Mais comment être au rendez-vous sur ces questions ?

Comment contribuer efficacement à la préservation de notre environnement ?

Ne devrait-on pas repenser notre pacte social autour de valeurs simples ?

Le grand défi de notre temps est bien celui de la transition écologique et solidaire, un défi d'autant plus sensible pour les territoires les plus fragiles, comme ceux de nos îles. Cela nous impose certaines obligations :

Obligations de solidarités, envers les plus défavorisés et les plus vulnérables. A tout à chacun de s'engager dans la transition écologique en fonction des moyens qui lui sont permis, sans contrainte, sans effort incommensurable sur son pouvoir d'achat, et sur sa capacité à vivre dignement.

Obligations de solidarités entre les territoires. Un engagement des territoires les plus prospères, les mieux dotés et, n'ayons pas peur des mots, des plus riches, vis-à-vis de ceux qui ont le moins, que ce soit dans la France rurale ou dans la France des outre-mer.

Obligation de solidarités entre les générations. Car nous ne pouvons-nous permettre de transmettre à nos enfants, à nos petits-enfants, et aux générations qui les suivront, un monde voué à sa perte.

Notre Nation doit aujourd'hui se retrouver autour de ces principes de solidarité, de justice et d'écologie.

La lutte contre le dérèglement climatique, la protection de notre planète, doivent être ce combat qui nous lie tous.

Antoine de Saint-Exupéry a dit « Nous n'héritons pas de la terre de nos parents. Nous l'empruntons à nos enfants ».

Alors, mes chers collègues, Mesdames et Messieurs les ministres, tâchons d'être à la hauteur de ce que nos enfants nous ont prêté.

Soyons au rendez-vous de notre Histoire !

Question de Laurence VICHNIEVSKY

Toutes les manifestations et actions pour le climat de ces dernières semaines marquent tout autant un changement d'époque qu'un changement de méthode dans l'appréhension que nous devons avoir de la transition écologique. Les jeunes ont agi collectivement pour nous rappeler à nos devoirs et limiter le déclin de la nature sous la pression humaine.

Après avoir reçu la jeune Greta THUNBERG, le président de la République a d'ailleurs admis que, sur ce sujet, il fallait aller « **plus fort, plus vite et plus loin** ».

Le groupe MoDem et apparentés est bien entendu inquiet. D'abord, parce que nous sommes partis, comme bien d'autres pays, trop tard. Ensuite, parce que comme le disait mon collègue MILLIENNE tout à l'heure, nous n'avons pas encore franchi le pas d'une écologie punitive pour une écologie protectrice et accompagnée.

Ainsi en est-il :

- de la réduction des émissions de gaz à effet de serre ;
- de l'utilisation de l'huile de palme que l'on doit associer à la déforestation en Indonésie, avec ses effets négatifs sur le climat et la biodiversité ;
- ou encore de l'utilisation des pesticides.

C'est enfin savoir choisir entre une transition écologique raisonnée et une économie raisonnable – j'en veux pour preuve certains choix tels qu'**EuropaCity**.

Tous ces mois d'échanges durant le Grand débat nous rappellent que nos concitoyens, de plus en plus sensibilisés à ces questions, réclament **des mesures concrètes et immédiates** des pouvoirs publics pour la protection de la biodiversité tout en accompagnant cette transition pour qu'elle se fasse sans dégât.

Monsieur le ministre d'Etat, êtes-vous prêt, sur les questions que j'ai citées, à faire bouger les lignes pour aller « **plus fort, plus vite et plus loin** » en matière d'écologie et pour répondre ainsi aux attentes de notre jeunesse ?